

L'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air appelle à se mobiliser les 30 juin et 7 juillet pour faire barrage à l'extrême-droite.

L'UNAT dans l'article premier de ses statuts définit son but comme étant notamment « *le soutien à une politique sociale des vacances dont l'objet est de rendre celles-ci accessibles au plus grand nombre en partenariat avec les pouvoirs publics, les collectivités et les organismes sociaux* ».

Ce partenariat avec les pouvoirs publics s'appuie sur la conviction qu'une société démocratique nécessite une société civile dynamique, soutenue, préservée par la puissance publique, qui vient s'ajouter à l'indispensable légitimité électorale des représentants au sein du parlement.

Le développement de la démocratie s'est toujours accompagné d'une conquête d'un temps libre ouvert à tous, générateur de lien social et de découvertes culturelles ; d'un temps libre qui n'est pas une simple reconstitution de la force de travail, mais est un enjeu de citoyenneté, de développement démocratique, bref de transformation sociale. Le tourisme tel que nous le mettons en œuvre est la conquête d'un privilège détenu par quelques-uns, qui savaient la force du voyage et des découvertes de l'altérité. D'un privilège, le tourisme et les vacances sont devenus un vecteur de cohésion, d'émancipation et d'humanisme. Il est l'engagement de nos membres.

La dissolution de l'Assemblée nationale et les élections qu'elle entraîne nous amène à craindre une remise en cause de l'ensemble de ces fondamentaux si l'extrême droite l'emportait. L'expérience nous montre en effet que celle-ci a un rapport instrumental à la société civile qui n'est plus perçue que comme un supplétif, ou un opposant à effacer. L'idéologie nationaliste qui sous-tend les positionnements d'un repli sur soi est à l'encontre même de l'idée de tourisme que nous avons toujours fait rimer avec humanisme. Enfin, les logiques de préférences nationales mises en avant pour définir ce qui tiendrait lieu de politique sociale sont absolument antinomiques avec les valeurs fondatrices de notre Union inscrites dans l'idéal républicain, ciment de notre société.

Nous appelons chacun et chacune à se mobiliser les 30 juin et 7 juillet pour que l'État ne soit pas confié à des forces anti-républicaines.